

Toiles @ penser

Cahiers d'éducation permanente de

La Pensée et les Hommes



La Belgique, un anachronisme d'avenir ?

Toiles@penser n° 2008 – 001 – 007

Connaissez-vous nos publications ?

Nous publions annuellement trois dossiers thématiques et un numéro « Varia ».

Dans sa nouvelle conception, notre revue paraît annuellement sous la forme de trois livres brochés qui comptent chacun environ cent pages et regroupent le point de vue d'une dizaine de spécialistes du sujet traité.

Chaque volume ambitionne de faire le point sur une question relative à la philosophie et à la morale de notre temps ou de traiter en profondeur un sujet qui intéresse les défenseurs des idéaux laïques. Aussi, tout naturellement, nos numéros ont pris place dans la collection « Espace de Libertés » qu'édite le *Centre d'Action Laïque*.

Comment s'abonner à nos publications ?

En effectuant un versement au profit du compte :

000-0047663-36

de *La Pensée et les Hommes* Asbl

Le prix de l'abonnement annuel s'élève à 25 € (pour trois volumes thématiques et un numéro de « Francs-Parlers ») ou plus pour un abonnement de soutien. Si votre domicile implique un envoi par voie aérienne, majorez s'il vous plaît votre versement de 5 €.

Pour en savoir plus, visitez notre site Internet

<http://lapenseeetleshommes.be>

Les numéros relatifs à l'abonnement pour l'année 2008 seront consacrés aux thèmes suivants :

n° 69 – *Les laïques, les rituels et la spiritualité ?*

n° 70 – *Le microcosme carcéral*

n° 71 – *Rwanda. Récits de génocide*

n° 72 – *Francs-Parlers*

La Belgique, un anachronisme d'avenir ?

Entretien avec Charles VAN DEN EYNDE,
auteur de *Flandres aux Lions - L'inutile guerre des Belges*

Le vieux ménage belge se dispute fréquemment. Le divorce est-il cette fois probable ?

Je crois que non.

Les Francs, ancêtres germaniques des Flamands, sont arrivés en Belgique voici plus de seize siècles. Ils y ont trouvé des Gallo-Romains, ancêtres des Wallons.

Depuis le temps que ces divers Belges coexistent, d'innombrables mariages mixtes ont forgé des liens, renforcés d'habitudes communes. Les situations et les mentalités sont plus complexes qu'on pourrait le croire...

En d'autres régions, la Providence a prévu des montagnes (les Vosges, le Jura, les Alpes, les Dolomites) pour nettement séparer les Germains des Latins. Même en Suisse, les Alémaniques et les Romains sont « cantonnés » et compartimentés dans leurs vallées respectives. Ce n'est qu'en Belgique que les deux ethnies se côtoient, depuis seize cents ans, dans un même espace poreux. Voilà une première raison, historique, mais profonde, qui incite Flamands et Wallons à rester unis : depuis le temps que les meubles de famille sont installés dans la même maison, on répugne à les faire bouger !

Ces derniers mois, les « grosses pointures » du patronat belge ont fait comprendre aux politiciens que la scission du pays serait économiquement désastreuse. Pour une fois, le capital et le travail étaient bien d'accord, car les syndicats sont restés fermement unitaristes, sachant ce qui adviendrait des travailleurs flamands dans une Flandre indépendante, dominée par la droite ou même l'extrême droite : il paraît évident que quelques droits sociaux y seraient laminés ! La dernière grande pétition en faveur de l'unité belge est venue des syndicats flamands.

Enfin, divers sondages ont révélé que les Belges s'impacientaient de l'imbroglie politique ; que leurs réelles préoccupations allaient au coût croissant de la vie, à la hausse de prix des carburants ; qu'on ne trouvait que 10 % de Flamands souhaitant la fin de la Belgique ; et encore bien moins de Wallons désireux d'être annexés à la France.

Tout de même, l'alerte a été chaude ?

Six mois de désaccords, cela n'a rien d'exceptionnel en Belgique. De 1944 à 1950, le pays a connu une formidable « crise royale »... s'accompagnant pourtant d'un étonnant retour à la prospérité ! Depuis, il y eut quelques autres poussées de fièvre, qu'il serait lassant d'énumérer. Nous en avons l'habitude : tout cela fait partie du psychodrame belge, dont s'inquiètent parfois les peuples voisins. Cette fois, cette tragi-comédie fut si bien jouée que nous-mêmes avons fini par y croire et à paniquer ! Jean Gandois, grand technocrate français de la sidérurgie, dressait finement le tableau : pour être parfait, le *thriller* belge doit comporter un suspense total, la situation sera apparemment désespérée, on sent le froid du couteau sur la carotide, le désastre s'annonce pour demain ! La situation paraît alors insoluble... jusqu'à ce qu'une pirouette politique, un dénouement surréaliste, vienne terminer la farce. C'est très joliment dit... et c'est ce qui s'est produit une fois de plus. Trois semaines avant Noël, la situation semblait sans issue et puis l'ancien Premier ministre (Guy Verhofstadt) est sorti comme un lapin d'un chapeau de prestidigitateur... et tout le monde était content !

Les bagarres vont certes recommencer fin mars, mais faut-il s'en inquiéter ? Les mauvais esprits affirment qu'en France les citoyens font la grève pendant que les politiciens font semblant de travailler, alors qu'en Belgique les politiciens font la grève tandis que les citoyens travaillent sérieusement.

Flandre-Wallonie, c'est pourtant un problème ?

De l'extérieur, le problème belge est en effet perçu comme une tension Flandre-Wallonie. Or la question, bien plus complexe, concerne de multiples minorités. À titre d'exemple : parmi les dix millions de Belges, on compte 60 000 germanophones qui vivent dans les « Cantons de l'Est » et sont peu désireux de rejoindre l'Allemagne. Nous les avons récupérés en 1918 (puis en 1945), ils nous tiennent lieu d'Alsaciens. Si la Belgique se divisait (ce qu'ils ne souhaitent pas !) ces germanophones resteraient probablement « wallons » ... ou rêveraient de se joindre au grand duché de Luxembourg, fiscalement séduisant !

Considérons à présent le « problème wallon » : le vrai reproche adressé par les Flamands à la Wallonie, c'est d'être à la traîne : « les Wallons travaillent peu et mal ; la Wallonie nous coûte beaucoup d'argent ». Voilà une vérité qui mérite réflexion ! De par ses charbonnages, sa puissante sidérurgie, ses verreries, ses textiles, la Wallonie fut, pendant plus d'un siècle, le véritable moteur de la Belgique. Mais elle vient de connaître cinquante ans de dépression économique et de crise morale. Une génération tout entière semblait sombrer dans l'inertie et le découragement !

Dans tout cela, on oublie que la Flandre a connu, bien avant la Wallonie, un terrible déclin qui dura non pas cinquante, mais trois cent cinquante ans ! Ce riche et brillant pays, qui fut comme l'Italie un des phares de la Renaissance, fut ruiné par les guerres de religion, les désastreux traités de Westphalie et l'odieuse fermeture de l'Escaut (par les rivaux Hollandais). Au surplus, la Contre-Réforme y provoqua un effondrement intellectuel, une quasi-interdiction de penser, dont résulta une « pauvre Flandre » obscurantiste et patoisante.

Depuis 1950, cette « pauvre Flandre » s'est relevée et a connu un développement fulgurant. Ce miracle fut certes rendu possible par le travail acharné des Flamands... mais davantage encore par les ressources de la Wallonie !

C'est la richesse wallonne, son charbon et ses aciéries, qui ont fait la fortune de la Belgique. N'oublions pas que cette Belgique était, avant 1914, la quatrième puissance industrielle mondiale (derrière l'Allemagne, l'Angleterre, les États Unis, et avant la France qui était plus agricole qu'industrielle). Or, l'unitarisme belge sut utiliser ces ressources pour relancer la Flandre par l'agrandissement du port d'Anvers, la création de Zeebrugge, la constitution d'un réseau de canaux et de voies ferrées d'une densité sans égale à l'époque. Je constate donc que la Flandre a fondé son renouveau sur les ressources de Wallonie... et que dès lors on est en droit de lui demander un peu d'indulgence, un peu de patience et de solidarité pour les cinquante ans de déclin wallon ! Car elle a connu un déclin bien plus long... et personne ne s'est posé de questions lorsqu'il fallut l'en sortir.

Actuellement, la Wallonie reprend vie à son tour. Relèvement lent, mais très réel, alors que l'avenir économique de la Flandre n'est pas sans comporter quelques ombres. La question Wallonie-Flandre ne serait donc qu'un faux problème.

Admettons, néanmoins, l'hypothèse d'une scission du pays. Le « problème belge » serait-il résolu pour autant ? Non, car ce problème resterait inhérent à la Flandre !

Les difficultés survivraient donc à la Belgique ?

Oui. À mon avis, une séparation de la Flandre et de la Wallonie ne résoudrait rien.

Imaginons d'abord la persistance d'une Belgique résiduelle (Wallonie, Bruxelles et périphérie à majorité de francophones), séparée de la Flandre. Cette « Belgique romane » serait viable ; elle conserverait son drapeau noir-jaune-rouge et un sentiment national, mais ne totalisant qu'un peu moins de cinq millions d'habitants (donc la moitié de la population belge actuelle), elle aurait de toute évidence moins de poids économique et moins d'influence au niveau européen. Quant à la Flandre ainsi amputée, elle se retrouverait fort à l'étroit, au surplus soumise à l'hégémonie d'Anvers. Étant donné le patriotisme de clocher qui a cours chez nous, on devine que les Flamands de Gand, de Bruges et de Hasselt n'en seraient guère heureux ! En fait, les Flamands savent très bien que la perte de Bruxelles diminuerait leur statut... et nuirait (paradoxalement) à leur unité !

Imaginons une autre scission où la Flandre réussirait à garder Bruxelles : voilà un pays d'une apparence plus solide ! Dans ce cas, la Wallonie se réduirait à 3,5 millions d'habitants. Plusieurs pays européens n'en comptent pas davantage (Slovénie, Slovaquie, républiques baltes, etc.), mais sont dotés d'un caractère national qui fait défaut aux Wallons. Le sentiment national wallon se fonde sur une sorte de « belgitude », impliquant – malgré tout – le vieux cousinage avec les Flamands ! Privés de cela – et de Bruxelles, tête directrice – les Wallons se retrouveraient passablement déboussolés. En pareil cas, le parti « rattachiste » (qui prône l'annexion à la France), actuellement négligeable, pourrait donner de la voix et trouver quelque audience. Mais la Wallonie ne serait jamais, pour Paris, qu'une sorte de Nord ou de Lorraine, région pluvieuse et sinistrée, n'ayant guère les faveurs des énarques et technocrates du pouvoir ! Situation peu séduisante...

Poursuivons cependant notre exercice de politique-fiction. Étudions l'avenir de cette « Grande Flandre » augmentée de Bruxelles. Son problème resterait tout aussi « belge » car, parmi ses 6,6 millions d'habitants, elle se découvrirait plus d'un million de citoyens francophones, localisés à Bruxelles, en périphérie bruxelloise, et même en diverses villes flamandes ! Et de surplus de nombreux « allochtones » issus de l'immigration ! Pour une Flandre cultivant un nationalisme hérité du XIX^e siècle, se voulant « pure et homogène », il y aurait là un très gros problème, désagréablement visible aux yeux de l'Union européenne (alors qu'il reste assez flou au sein de la mouvance belge). Sans aucun doute, l'Europe conditionnerait le maintien de la Flandre dans l'Union à la ratification du droit des minorités. Nous constatons donc que le problème belge est essentiellement « flamand-flamand ». Il s'inscrit entre les Flamands néerlandophones (majoritaires) et les Flamands francophones (estimés à 17 % dès lors qu'il faudrait y inclure les Bruxellois).

Que faire de tous ces Flamands qui, sans jamais avoir été Wallons, s'expriment en français depuis cent ou cinq cents ans ? Une Flandre indépendante ne pourrait plus esquiver cette question. Elle devrait redécouvrir la tolérance linguistique et le multilinguisme (ce qui rendrait absurde la scission de la Belgique) ou connaître des tensions bien plus graves qu'actuellement !

On le voit : l'éclatement de la Belgique ne résoudrait décidément rien. L'État-nation linguistiquement homogène est un modèle dangereux qu'il nous faut dépasser.

Ce modèle fonctionne pourtant dans toute l'Europe...

Certes... et de ce fait la Belgique, tout comme la Suisse, peut paraître anachronique.

Jadis, le monde était constellé de grands ensembles multiethniques et multilingues, comme la Pologne du XVI^e siècle (où se côtoyaient Polonais, Ukrainiens, Prussiens, Juifs, etc) et cela n'empêchait pas la Pologne d'être un grand pays. Il en fut de même de l'empire ottoman avec ses quarante-six nationalités, ou de l'Autriche-Hongrie d'avant 1914. Pareillement l'Union soviétique, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, plaçaient le principe de loyauté nationale non pas au niveau de l'ethnie ou de la langue, mais à celui de l'ensemble fédérateur – qu'il s'agisse d'un sultan des Ottomans, d'un empereur austro-hongrois, d'un Soviét suprême, d'un Tito arbitre ou d'une démocratie pragoise. On s'y trouvait (en principe !) citoyen à droits égaux d'un État « multicolore ». Cette solution s'est révélée plus solide qu'on ne le pensait. Ainsi, lors de la Première guerre mondiale, des observateurs avertis s'attendaient à ce que les citoyens ottomans ou austro-hongrois refusent de se battre : on fut très surpris de constater qu'ils défendirent très énergiquement leur État multi-ethnique !

On peut considérer que ces formules « hybrides » sont dépassées : la tendance étroitement nationaliste s'est affirmée au XIX^e siècle ; elle fut sanctifiée en 1918 par les principes du président Wilson. C'est sur cette base que fut signé le traité de Versailles, qui dissolvait l'Autriche-Hongrie (qu'on aurait pu démocratiser) et l'empire ottoman (qu'on aurait pu moderniser), pour leur substituer une pléiade de petites nations, lesquelles se révélèrent peu viables ou pourries de problèmes sous-nationaux. À tel point que la Yougoslavie s'est finalement disloquée, que la Tchécoslovaquie s'est scindée, que l'Écosse ou la Catalogne sont traversées de courants séparatistes.

On pourrait donc en déduire que la tendance micro-nationaliste est inévitable et ne fait que s'accroître ?

Oui, mais réfléchissons... Le principe de l'État-nation, le voici : un territoire, une ethnie, une seule langue, autant que possible une seule religion (au prix de quelques Saint-Barthélémy et révocations d'Édits de Nantes ?) et parfois même un seul dirigeant (un Führer des Germains ?), car on veut l'homogénéité avant tout !

En Europe occidentale, ce principe a prévalu et nous a donné une France peuplée de Français (en occultant les identités occitanes, bretonnes, basques, alsaciennes ou corses) ; une Allemagne peuplée d'Allemands (oublions les Sorabes et les Juifs) ; une Grande-Bretagne très anglaise (au grand dam des Irlandais, Écossais et Gallois) – mais il a fallu mille ans de guerres et de contraintes pour y parvenir. Plus récemment, la Pologne, qui en 1939 comportait 33% de « sous-nationaux », est devenue homogène, mais par quelles méthodes ! Homogène parce que Hitler y a éliminé les Juifs et que Staline a « déménagé » des millions d'Allemands, de Polonais et de Ruthènes ! D'ailleurs de telles homogénéités restent problématiques en Europe danubienne et balkanique : nous constatons qu'elles sont difficiles au Kosovo ou en Macédoine, pays aux populations hétéroclites. Elles sont quasiment impossibles au Moyen-Orient : dans n'importe quelle ville, Antioche ou autre, s'y côtoient des Druzes, des Kurdes, des Turcs, des Grecs, des Arméniens, des Juifs, des Turkmènes, des Tcherkesses, etc. Sous le régime ottoman, ces gens se croisaient dans les souks sans se trop se cracher dessus, car tous étaient priés de se respecter sans quoi le pacha local, dérangé dans sa sieste, envoyait ses bachi-bouzouks (la bastonnade sur la plante des pieds faisait très mal). En de tels pays, il est impossible de fabriquer un État-nation sans glisser dans la brimade des minorités, l'oppression bien souvent, voire dans l'épuration ethnique – que l'on a vécue en Yougoslavie et que l'on déplore à présent en Irak.

Dans une Europe vouée à la libre circulation des peuples et à la reconnaissance des minorités, le principe de l'État-nation homogène nous paraît dépassé. La solution est à rechercher dans l'anachronisme belge (ou suisse ?) impliquant un principe fédéral supérieur, une citoyenneté à droits égaux, indépendante des facteurs ethniques, linguistiques ou religieux.

Ces évolutions devraient, en bonne logique, nous conserver une Belgique plurielle, modèle réduit et prototype d'une Europe harmonieuse et respectable.

Qui sait ? Notre anachronisme belge a peut-être de l'avenir ?

Quelques considérations accessoires

1. Différence fondamentale entre Flamands et Wallons

Historiquement, la Wallonie n'était pas un pays de culture urbaine. Liège y fut longtemps la seule grande cité. Namur n'était qu'une citadelle. Charleroi aussi... d'apparition fort tardive d'ailleurs (XVII^e siècle). Donc la culture était *rurale*, et ce depuis l'époque celte, puis romaine : un pays de grandes fermes, clanique-celtique. De grands censiers riches, respectables, cultivés, et la foule de leurs « valets » (clients).

En Flandre, ce fut le contraire : Bruges, Gand, Ypres, Anvers : de grandes cités, puissantes, où se concentrait la culture. Du haut de leurs remparts, on affichait un mépris écrasant du plat-pays « bouseux », inondable, taillable et corvéable à merci.

Ce passé a laissé des traces : le Wallon rural est généralement « civilisé » et courtois. En Flandre, le citadin est souvent fort évolué, tandis que le campagnard reste souvent fruste et brutal.

2. Point commun à tous les Belges

Le campanilisme ! Le sentiment national belge est assez faible. Le sentiment national flamand est moins réel qu'il n'y paraît. Le sentiment national wallon est quasi inexistant. La vraie patrie, c'est le clocher, le coin natal. On est avant tout de Liège, d'Anvers, de Charleroi, de Gand, voire de Bastogne ou d'Alost ! On répugne à quitter Mons ou Vilvorde.

Conséquences : le fédéralisme provincial (d'ancien régime chez nous, mais d'actualité en Allemagne, en Autriche, en Suisse) est la seule formule qui répondrait vraiment à notre nature ; mais on ignore cette réalité, en se braquant sur de pseudo-nationalismes.

3. Différences essentielles entre Belges et Français

De par le campanilisme évoqué plus haut, nous vivons sous des systèmes véritablement antipodiques !

En France : le centralisme à outrance, initié par Richelieu, renforcé par Louis XIV, par les Jacobins, par Napoléon. Avantage : ordre et coordination. Inconvénients : éloignement du pouvoir par rapport au citoyen, incapacité à concevoir une réelle régionalisation.

En Belgique : l'émiettement du pouvoir, les sacro-saintes autonomies. Avantages : individualisme, pouvoir proche du citoyen, démocratie plus directe et réelle. Inconvénients : manque de coordination, tribalisme, une certaine pagaille...

Dès lors

Le Français vit aux dimensions de l'Hexagone. Il acceptera aisément de quitter Nantes pour vivre à Grenoble, ou Toulouse pour vivre à Paris. Mais il s'adaptera assez mal en dehors de cet Hexagone : à l'étranger il n'y a pas de vin rouge, pas de camembert... et on ne parle pas français !

À l'inverse, le Belge vit accroché à son village, à son quartier, comme une moule à son rocher. Quitter son « bled » natal lui est une fort pénible expatriation ! Mais s'il franchit ce pas, s'il migre de trente kilomètres, s'il tranche le « pédoncule » (ou cordon ombilical), il devient un citoyen du monde car le plus dur est fait : partir pour Bruxelles, ou pour Vancouver, ou pour Vladivostok, quelle différence ? Comme disait Brel : « le plus dur, c'est de quitter Vilvorde ! »

Et enfin

Un Français se doit de vivre selon « une certaine idée de la France ». Subconsciemment, il doit faire honneur aux « quarante rois », à la Révolution, à la République. Il porte une lourde charge historique et doit jouer un rôle, sauvegarder certaines apparences.

De même d'un Allemand, qui doit assurer la continuité (et l'ordre !) de trois ou quatre Reichs.

Ou d'un Anglais, dont le comportement doit témoigner de l'éternelle virginité de la Queen !

Le Belge, lui, est citoyen d'un pays qui n'existe pas ! En dépit d'un passé prestigieux (mais confus), il n'a aucun modèle à suivre, aucune charge historique à porter. Il n'assume rien du tout, il peut être lui-même, intégralement, anarchiquement : Il est libre, Max ! Y'en a même qui disent qu'on l'a vu voler ! (*surtout le nommé Hassan Kadir, dans les supermarchés...*)

C'est d'ailleurs pourquoi beaucoup d'Européens, venant vivre chez nous, s'effarent tout d'abord de notre désordre surréaliste... puis y découvrent avec délices un prodigieux sentiment de liberté !

Au total : un pays d'anarchistes bourgeois...

Revers de la médaille : manque de panache, de culture... et matérialisme épais.

Pour de plus amples informations :

- *La Pensée et les Hommes*, émission télévisée des 11 et 17 mai 2008 (réf. 4368), *La Belgique, un anachronisme d'avenir ?*
- *La Pensée et les Hommes*, émission télévisée des 15 novembre et 9 décembre 2007 (réf. 4358), *BHV, un enjeu plus que politique*.

**Vous souhaitez être tenu(e) au courant
de nos programmes d'émissions
télévisées et radiophoniques ?**

**Rien de plus simple,
renseignez-nous votre adresse de courriel
et nous vous enverrons mensuellement nos programmes détaillés**



La Pensée et les Hommes ASBL

Avenue Victoria, 5 – 1000 Bruxelles

Tél. 02/640.15.20 – Fax 02/650.35.04

pensees.hommes@swing.be

www.lapenseeetleshommes.be

Avec le soutien du ministère de la Communauté française